



Schweizerische Vereinigung für Sozialpolitik (SVSP)  
Association Suisse de Politique Sociale (ASPS)  
Associazione Svizzera per la Politica Sociale (ASPS)

**Congrès annuel ASPS du mercredi, 28 octobre 2020**

**«Accompagnement et soins dans la vieillesse – Enjeux pour la politique sociale»**

## **Abstracts - Exposés et Ateliers**

### **Exposé: Santé et inégalités sociales dans la vieillesse**

*Martina Guggisberg, Bundesamt für Statistik BFS*

En Suisse, les personnes de 65 ans et plus sont, pour la plupart, satisfaites de leur situation financière. Les revenus modestes peuvent souvent être complétés en puisant dans les réserves constituées. On observe toutefois des disparités importantes au sein de la population âgée: Les personnes dont le revenu se compose principalement d'une rente du 1er pilier, les personnes sans formation post-obligatoire, les personnes seules et les personnes de nationalité étrangère sont moins bien loties dans plusieurs des domaines de l'existence considérés. Bien que des différences existent également dans l'état de santé de la population âgée, peu de personnes âgées sont touchées par des privations en matière de soins médicaux ou dentaires.

#### **Brève biographie:**

**Martina Guggisberg** est collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de la statistique (OFS) depuis 2010. Elle travaille dans la section «Revenus, consommation et conditions de vie», où elle s'occupe principalement d'analyses sur les revenus, les inégalités et la pauvreté. Martina Guggisberg a un master en sociologie de l'Université de Berne.

### **Exposé: Pauvre ou pas pauvre ? Nouveaux chiffres sur la pauvreté dans la vieillesse, à partir de données et approches nouvelles**

*Prof. Dr. Oliver Hümbelin, Haute école spécialisée bernoise HESB*

La Suisse figure au nombre des pays disposant d'un système de retraite différencié. Le principe des trois piliers vise à garantir des moyens financiers suffisants à l'âge de la retraite. Or, tout le monde n'est pas en mesure de se constituer un capital de prévoyance suffisant durant sa vie active. « Travailler toute sa vie et ne pas réussir à joindre les deux bouts à l'âge de la retraite », voilà une réalité bien présente en Suisse aussi. Mais combien de retraités sont-ils concernés? Le quatrième âge est-il particulièrement exposé au risque de pauvreté en Suisse? Le conférencier présentera des résultats du projet de recherche FNS sur le thème «INEQUALITY AND POVERTY IN SWITZERLAND». Son exposé comprendra une analyse réalisée à partir de données récentes et de nouvelles approches de la recherche sur la pauvreté.

**Brève biographie:**

**Oliver Hümbelin** est titulaire d'un doctorat en recherche sociale et travaille à la Haute école spécialisée bernoise. Ses travaux portent sur les questions de l'inégalité et de la pauvreté, ainsi que sur la structuration de la sécurité sociale en Suisse. Il a récemment publié l'étude «Ein Armutsmoitoring für die Schweiz: Modellvorhaben am Beispiel des Kantons Bern», dans laquelle il développe et présente une série d'indicateurs pour un meilleur suivi de la pauvreté. Des recherches sur le thème de l'inégalité et de la pauvreté en Suisse, fondées sur des données fiscales appariées, sont disponibles à toute personne intéressée à l'adresse suivante <http://inequalities.ch/>.

**Exposé et Atelier A: Perspective financière des personnes âgées**

*Prof. Dr. Carlo Knöpfel, Fachhochschule Nordwestschweiz FHNW*

*Nora Meuli, Fachhochschule Nordwestschweiz FHNW*

Étant donné que le nombre de personnes âgées requérant des soins ne cessera d'augmenter à l'avenir en Suisse, les coûts de la prise en charge ambulatoire et stationnaire, ainsi que les coûts des soins enregistreront également une hausse. Il existe de nombreux calculs sur l'impact financier de ces coûts sur le système de santé et social. Mais la charge financière incombant aux personnes concernées n'a guère été étudiée à ce jour. En Suisse, les personnes âgées assument une grande partie des coûts de santé personnellement. L'accompagnement et les soins ne peuvent donc souvent pas être financés par les seuls revenus de la rente. De nombreuses personnes âgées doivent utiliser leur fortune ou demander des transferts sociaux (p.ex. prestations complémentaires). Notre étude simule les coûts de prise en charge et les coûts des soins autofinancés et leurs répercussions sur le revenu librement disponible de neuf différents ménages de retraité(e)s\*. Nous associons à ces neuf types de cas respectivement cinq différentes situations financières et examinons leur situation dans les 26 chefs-lieux cantonaux. Les coûts de santé autofinancés impactent fortement la situation financière des retraité(e)s. Par ailleurs, les différences entre les chefs-lieux cantonaux sont considérables.

**Thèses**

1. La classe moyenne est lourdement grevée par les coûts de prise en charge et les coûts des soins autofinancés.
2. L'État social fédéral exerce une influence particulière sur le revenu librement disponible.
3. Dans la première phase du processus de fragilisation, les coûts de santé autofinancés sont particulièrement élevés.

**Brève biographie:**

**Carlo Knöpfel** a étudié les sciences économiques à l'Université de Bâle. Pendant 19 ans, il a travaillé chez Caritas Suisse. Dans un premier temps, il a dirigé le secteur Etudes avant d'assumer, en sa qualité de membre de la Direction, la responsabilité du positionnement sociopolitique de Caritas Suisse. Plus tard, il a dirigé les activités nationales.

Depuis juin 2012, il est professeur de politique sociale et de travail social à l'Institut de planification sociale, de changement organisationnel et de développement urbain de la Haute école de travail social de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse à Bâle.

Parmi ses domaines de spécialisation figurent les mutations sociétales et la sécurité sociale, ainsi que les thèmes de la pauvreté, du chômage et de l'inégalité sociale. Depuis plusieurs années, ses recherches portent sur l'accompagnement adéquat des personnes âgées.

**Nora Meuli** a étudié les sciences sociales, puis l'économie appliquée à l'Université de Berne. Pendant son cursus universitaire, elle a d'abord travaillé comme assistante de Ben Jann, puis comme étudiante salariée au sein du bureau d'études et de conseil Ecoplan. Après ses études, elle a effectué un stage de rédaction auprès du magazine économique Eco de la Télévision suisse alémanique. Ces deux dernières années, elle a mené des recherches sur le vieillissement de la société, le système de sécurité sociale, ainsi que la politique sociale et de santé suisse en tant que collaboratrice scientifique de Carlo Knöpfel à la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse.

### **Exposé: Entre santé et social: diagnostic des démence et parcours de soin**

*Prof. Dr. Barbara Lucas, HETS Genève*

Le vieillissement de la population s'accompagne d'une progression des maladies chroniques qui met le système de santé suisse au défi des soins de longue durée. C'est particulièrement le cas des démences, une maladie évolutive pour lesquelles il n'existe pas de traitement curatif reconnu. En Suisse, le diagnostic des démences est effectué dans des Memory Clinics ou des services hospitaliers. C'est aussi au sein de ces institutions que s'élaborent les parcours de soin, nécessitant une coopération avec les différents acteurs de la santé et du social (médecins de famille, services d'aide et de soins à domicile, associations, foyers de jour, services sociaux...).

Dans ce contexte, quelle est la place et le rôle des professions du social et des organisations du domaine social dans le diagnostic et la mise en place du suivi post-diagnostic ? Nous tenterons d'esquisser une réponse à cette question sur la base des premiers résultats d'une enquête par questionnaire menée auprès de plus de 100 institutions qui pratiquent le diagnostic des démences en Suisse.

Indéniablement, le moment du diagnostic représente un « moment crucial » de la trajectoire de soin du point de vue de l'articulation entre les domaines du social et de la santé. Au vu de l'importance reconnue des enjeux sociaux liés au diagnostic des démences, la place des acteurs du social dans ce processus apparaît encore marginale.

Les données présentées font partie d'une recherche en cours plus large, menée par Barbara Lucas (Hets Genève) et Samia Hurst (Unige) dans le cadre du Programme National Recherche 74 « Système de santé ».

#### **Brève biographie:**

**Barbara Lucas** est Professeure de politique sociale à la Haute école de travail social de Genève depuis 2011. Auparavant, elle a été chercheuse à l'Université de Genève, l'Université de Lausanne, l'Institut Universitaire Kurt Bösh (où elle s'est aussi formée à la médiation) ainsi qu'à Sciences Po Paris.

Politologue, spécialiste des politiques publiques dans les domaines du social et de la santé, elle s'intéresse à la gouvernance des réseaux d'action publique, à la place des destinataires dans les politiques sociales, ainsi qu'aux questions du care.

Ses travaux portent notamment sur les soins de longue durée (diagnostic et accompagnement des démences, citoyenneté en EMS) et sur le non-recours aux prestations sociales. Par ailleurs, elle

intervient depuis 2011 comme experte pour l'Office fédéral de la santé publique dans le cadre de la prévention alcool.

## Exposé : Tensions pour les proches dans l'accompagnement des personnes âgées

*Barbara Baumeister, ZHAW*

*Fiona Gisler, ZHAW*

Prendre soin de ses proches est une tâche exigeante. Et quand l'aide et l'accompagnement s'inscrivent dans la durée et s'intensifient, les proches peuvent être dépassés par la tâche, d'où un risque de maltraitance ou de négligence. D'après le Bureau indépendant des plaintes pour la vieillesse (UBA), les accusations d'abus ou de conflits dans la prise en charge des personnes âgées ont fortement augmenté ces dernières années, dans l'accompagnement à domicile comme en milieu résidentiel.

L'entrée en EMS constitue dans la vie d'une personne âgée et de ses proches un événement décisif qui peut être source de conflits. Du fait de leurs capacités physiques et cognitives restreintes, les résidents ne sont souvent plus en mesure de se défendre contre les abus ou de les signaler.

Au moyen de l'analyse des dossiers de plainte de l'UBA, deux études s'attachent à identifier différents types de conflits et des champs de tension, tant dans l'accompagnement à domicile que dans la prise en charge institutionnelle, et tracent des pistes pour une meilleure prise en charge des aînés.

### **Brève biographie:**

**Barbara Baumeister**, psychologue diplômée HES, psychologue du travail et des organisations, gérontopsychologue SPGP ; chargée de cours, chef de projet pour la recherche et le développement et responsable du MAS en gérontologie sociale à la Haute école zurichoise des sciences appliquées ZHAW, Département Travail social, Zurich; Barbara Baumeister mène des recherches et dispense un enseignement sur des thèmes de la gérontologie sociale, de l'intégration et de la participation des personnes âgées.

**Fiona Gisler**, titulaire d'un MSc travail social, MAS Transformation et dynamique organisationnelles (en cours); collaboratrice scientifique à l'Institut de management social, Département Travail social, Zurich. Ses travaux portent sur les thèmes liés au travail social, en particulier dans le domaine clinique, mais aussi sous l'angle du pilotage et du management et s'appuient sur des méthodes de recherche sociale sont diversifiées. Fiona Gisler participe à des projets de recherche et de services, s'engage dans des activités de conseil, de formation et de perfectionnement et compte de nombreuses années de pratique dans le travail social, plus récemment en qualité de directrice-adjointe du service social du Stadtspital Waid à Zurich..

## Exposé et Atelier D: Options dans la planification des soins des communes

*Dr. Matthias Wächter, Hochschule Luzern HSLU*

Les participant-e-s à l'atelier discuteront des thèses autour des défis pluridimensionnels auxquels sont confrontés les communautés quand il s'agit d'assurer les soins médicaux de base et les soins de longue durée dans la vieillesse. Le pilotage et la planification des soins ne peuvent être assurés au moyen des seuls instruments et modèles de calcul classiques. Les différentes alternatives d'action seront discutées.

**Brève biographie:**

Scientifique et économiste, **Matthias Wächter** (Dr. sc. nat. EPF) travaille depuis 2011 comme professeur et chef de projet au Centre de compétences "Public & Nonprofit Management" de l'IBR et co-dirige le programme de recherche et de conseil "Gestion de la santé publique" de la Haute école spécialisée de Lucerne – Secteur économie. Il est au bénéfice de nombreuses années de recherche dans le domaine de la politique sociale et de santé. Il a notamment travaillé comme responsable du programme scientifique du Collegium Helveticum, comme directeur général de la Communauté suisse de travail pour la politique sociale (CSPS), comme collaborateur du bureau BASS et comme collaborateur personnel de la Présidente de la Direction générale de la Croix-Rouge suisse du canton de Zurich. Ses recherches portent sur la gestion de la santé publique, la recherche sur les soins de longue durée, la gestion des interfaces dans les soins de santé, les systèmes d'incitation et les questions ayant trait à la gouvernance, à la concurrence et au financement du système de soins de santé.

**Atelier C: Bon travail des proches dans l'accompagnement et les soins**

*Dr. Rahel Strohmeier Navarro Smith, ZHAW*  
*Barbara Baumeister, ZHAW*

Dans le prolongement de l'exposé « Tensions pour les proches dans l'accompagnement des personnes âgées » et à partir des principales conclusions du programme d'encouragement de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) « Offres visant à décharger les proches aidants », l'atelier se penchera sur les conditions cadres institutionnelles et les approches concrètes pour assurer un accompagnement de qualité par les proches. Les trois questions suivantes sont au centre de l'atelier : en quoi consiste un bon travail des proches ? Quelles mesures suppose-t-il (mode ambulatoire, intermédiaire et résidentiel) ? Quels sont les modèles de bonnes pratiques existants et comment pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

**Brève biographie:**

**Rahel Strohmeier Navarro Smith**, docteure en sciences sociales, professeure à la Haute école zurichoise des sciences appliquées ZHAW, Département Travail social; mène des recherches et dispense un enseignement sur des thèmes de la gérontologie sociale, de la pauvreté, de la garantie des moyens d'existence et de participation sociale.

**Barbara Baumeister**, psychologue diplômée HES, psychologue du travail et des organisations, gérontopsychologue SPGP ; chargée de cours, chef de projet pour la recherche et le développement et responsable du MAS en gérontologie sociale à la Haute école zurichoise des sciences appliquées ZHAW, Département Travail social, Zurich; Barbara Baumeister mène des recherches et dispense un enseignement sur des thèmes de la gérontologie sociale, de l'intégration et de la participation des personnes âgées.

**Exposé: Les soins de longue durée en Europa : le tournant du cash-for-care**

*Dr. Oliver Giraud, HETS Genève*

Dans la plupart des pays européens, l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées a connu depuis le courant des années 1990 une série de développements importants. L'objectif du maintien à domicile a été notamment complété par une professionnalisation des services à domicile et

une mise à jour des modalités de financement. Ces deux objectifs ont cependant, dans un grand nombre de pays, été servis par l'introduction de mesures de *cash-for-care* qui ont des conséquences, tant sur le plan de l'organisation des services professionnels, que sur celui de la mobilisation des proches aidants.

Dans mon intervention, je proposerai pour commencer un rapide tour d'horizon renvoyant à l'introduction de ces mesures de *cash-for-care* en Europe (historique, variantes, impact...). Je proposerai ensuite d'envisager les conséquences de cet instrument du point de vue de l'organisation des services professionnels. Je terminerai par un regard sur la mobilisation des proches aidants que permet et, souvent entraîne, l'introduction de mesures de *cash-for-care*.

Parce qu'ils sont localisés à l'intersection entre intervention professionnelle, mobilisation des proches et orientation concrète des soins, ces instruments invitent à une réflexion d'ensemble sur l'accompagnement à domicile.

### **Brève biographie:**

**Olivier Giraud** est Directeur de recherche CNRS, membre du Lise CNRS-Cnam, Paris (UMR 3320). Il est spécialiste d'analyse comparée de l'action publique dans le domaine des politiques sociales, et spécifiquement, de l'accompagnement de la perte d'autonomie, en Europe. Il a récemment codirigé les ouvrages ou numéros thématiques de revue suivants : avec Nadège Vézinat, *Les droits sociaux au travail – Montée de l'emploi incertain et recomposition des catégories de la protection sociale*, Octarès, Toulouse, 2020 ; avec Jean-Luc Outin et Barbara Rist, numéro thématique sur « La place des aidants profanes dans les politiques sociales entre libre choix, enrôlements et revendications », *Revue française des affaires sociales*, n°1, 2019. Il s'intéresse notamment spécifiquement à la question de la catégorisation du travail dans une perspective sexuée. Il a en la matière co-dirigé récemment l'ouvrage : Berrebi-Hoffmann, Isabelle; Giraud, Olivier; Renard, Léa; Wobbe, Theresa (eds.) *Categories in Context - Gender and Work in France and Germany, 1900-Present*, Berghahn Books, New York, p. 21-39, 2019.